Vu le décret n° 76-832 du 24 août 1976, modifié par le décret n° 93-1014 du 17 août 1993, relatif à l'organisation financière de certains établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dépendant du ministère des affaires étrangères et du ministère de la coopération ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1982 modifié fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux agents comptables de certains établissements et organismes de diffusion culturelle à l'étranger dépendant du ministère des affaires étrangères et dotés de l'autonomie financière et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} janvier 1998, le titre 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté du 3 mars 1982 susvisé relatif aux instituts et centres culturels est modifié comme suit :

Dans la rubrique République dominicaine, supprimer : « Maison de France de Saint-Domingue ».

Art. 2. – L'ensemble des biens de cet établissement supprimé est dévolu comme suit :

- ambassade de France en République dominicaine (service culturel et résidence) : matériel audiovisuel, informatique et divers mobiliers ;
- Alliance française en République dominicaine : matériel audiovisuel, informatique et divers mobiliers ;

- lycée français de Saint-Domingue : meubles, estrade et bureaux ;
- association ADOMPROF : deux vitrines en bois.

Les avoirs et liquidités (compte TGE, compte bancaire et espèces en caisse) seront réservés au budget de l'Etat.

Art. 3. – L'agent comptable en titre est chargé des opérations de liquidation de l'établissement après sa fermeture.

Art. 4. – Le directeur général de la coopération internationale et du développement au ministère des affaires étrangères et le directeur général de la comptabilité publique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mai 2000.

Le ministre des affaires étrangères,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'administration :
Le conseiller des affaires étrangères,
C. BERLINET

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie.*
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la comptabilité publique :
Le sous-directeur,
O. GLOUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décret n° 2000-483 du 30 mai 2000 modifiant le décret n° 90-601 du 11 juillet 1990 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains conservateurs généraux du patrimoine et conservateurs du patrimoine chargés de responsabilités particulières relevant du ministère chargé de la culture

NOR : DEFP0001492D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de la défense, de la ministre de la culture et de la communication et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps de la conservation du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-405 du 16 mai 1990 portant statut particulier des conservateurs généraux du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-601 du 11 juillet 1990 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains conservateurs généraux du patrimoine et conservateurs du patrimoine chargés de responsabilités particulières relevant du ministère chargé de la culture,

Décède :

Art. 1^{er}. – Le titre du décret du 11 juillet 1990 susvisé est remplacé par le titre suivant :

« Décret n° 90-601 du 11 juillet 1990 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains conservateurs généraux du patrimoine et conservateurs du patrimoine chargés de responsabilités particulières en fonctions au ministère chargé de la culture ou en fonctions au ministère chargé de la défense »

Art. 2. – Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 1990 susvisé sont complétées par les dispositions de l'alinéa suivant :

« Cette indemnité peut être attribuée, dans les mêmes conditions, à certains conservateurs généraux et conservateurs du patrimoine en fonctions au ministère chargé de la défense. »

Art. 3. – Les dispositions de l'article 2 du décret du 11 juillet 1990 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :
« Les catégories, les taux des indemnités et le nombre des bénéficiaires prévus au premier alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la culture et de la fonction publique.

Les catégories et le nombre des bénéficiaires prévus au deuxième alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la défense, de la culture et de la fonction publique.

Les taux fixés par l'arrêté prévu au premier alinéa du présent article s'appliquent aux personnels en fonctions aux ministères chargés de la culture et de la défense. »

Art. 4. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la défense, la ministre de la culture et de la communication, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, la secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui prend effet à compter du 18 novembre 1999 pour ce qui concerne les fonctionnaires visés à l'article 2 du présent décret.

Fait à Paris, le 30 mai 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :
Le ministre de la défense,
ALAIN RICHARD

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
LAURENT FABIUS

*La ministre de la culture
et de la communication,*
CATHERINE TASCA

*Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,*
MICHEL SAPIN

La secrétaire d'Etat au budget,
FLORENCE PARLY

*Le secrétaire d'Etat au patrimoine
et à la décentralisation culturelle,*
MICHEL DUFFOUR